



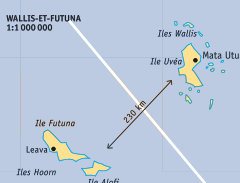
Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 051	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-Logement	-	368	760	368	392	-	106,6 %
Total M2	180 738	201 226	264 798	20 778	63 778	5,4 %	16,5 %
M3 - M2	9 176	7 571	8 502	1 326	9 229	1,2 %	14,8 %
Dépôts	9 176	7 571	8 502	1 326	9 229	1,2 %	14,8 %



N° 136 - 3^e trimestre 2008
Statistiques au 30 septembre 2008



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	4
2. La masse monétaire et ses contreparties	9
2.1 La masse monétaire	9
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	9
2.3 La circulation fiduciaire	10
3. Les avoirs financiers des agents économiques	11
3.1 Les actifs par agent	11
Les avoirs des ménages	12
Les avoirs des sociétés	13
3.2 Les actifs par nature	14
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	15
L'endettement des ménages	16
L'endettement des entreprises	17
L'endettement des collectivités locales	18
4.2 Les passifs des établissements locaux	19
5. Les engagements bancaires	20
5.1 Les risques sectoriels	20
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
Indicateurs globaux	21
La vulnérabilité des ménages	22
La vulnérabilité des entreprises	23
6. Le financement des crédits bancaires	24
L'équilibre emplois-ressources	24
7. La monétique et les échanges de valeurs	24
7.1 La monétique	24
7.2 Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	26
8.4 Taux de l'usure	27
Annexes	28

1. Synthèse

Synthèse Internationale

La crise financière qui a éclaté à l'été 2007 aux Etats-Unis dans le secteur du crédit aux particuliers avant de devenir un phénomène de marché, n'en finit pas de produire ses effets plus d'un an après. Son ampleur, la rapidité de la contagion à la sphère financière mondiale et sa durée, en font l'une des crises les plus violentes dans l'histoire financière récente. Au mois de septembre 2008, un pic a été atteint avec la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers suivie, au niveau européen, du sauvetage d'urgence de plusieurs institutions financières (banques Dexia et Fortis). Les conditions de refinancement des banques se sont dès lors brutalement dégradées alors que les liquidités désertaient les marchés monétaires, mettant en difficulté de nombreux acteurs bancaires.

Dans ce contexte, les banques centrales ont injecté massivement des liquidités, afin de se substituer à des marchés interbancaires en situation de blocage (crise de confiance). Sept d'entre elles (dont la FED, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon) ont réduit de façon conjointe leurs taux directeurs d'un demi-point le 6 octobre, la BCE ayant procédé à une nouvelle baisse équivalente le 6 novembre. Parallèlement, la difficulté des banques à se refinancer faisant peser des risques sur leur capacité à prêter aux acteurs économiques, les gouvernements, aux Etats-Unis comme en Europe, ont agi afin d'anticiper un éventuel resserrement des octrois de crédit. Cette action a porté en France sur le renforcement des fonds propres des établissements les plus exposés et la mise à disposition d'un guichet de refinancement complémentaire à la ressource en monnaie centrale, pour un montant total de 360 milliards d'euros.

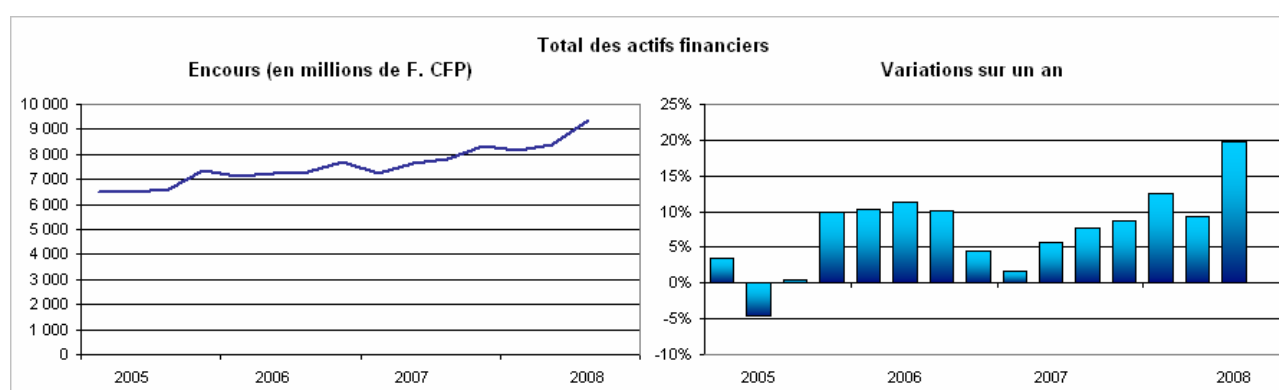
Les craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie réelle ont provoqué une baisse généralisée des indices boursiers internationaux et fait chuter le prix du pétrole, comme celui des autres matières premières. Le cours du baril est en effet tombé à 50 dollars en cette fin novembre alors qu'un pic avait été atteint à près de 150 au mois de juillet dernier. Sur le marché des changes, ces craintes de ralentissement économique ont provoqué des rapatriements de capitaux vers les Etats-Unis, soutenant ainsi le dollar américain. Alors qu'il s'échangeait contre l'euro à 1,6 dollar en juillet dernier, son cours a été ramené à 1,3 en novembre 2008.

Conjoncture financière et bancaire

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor Public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

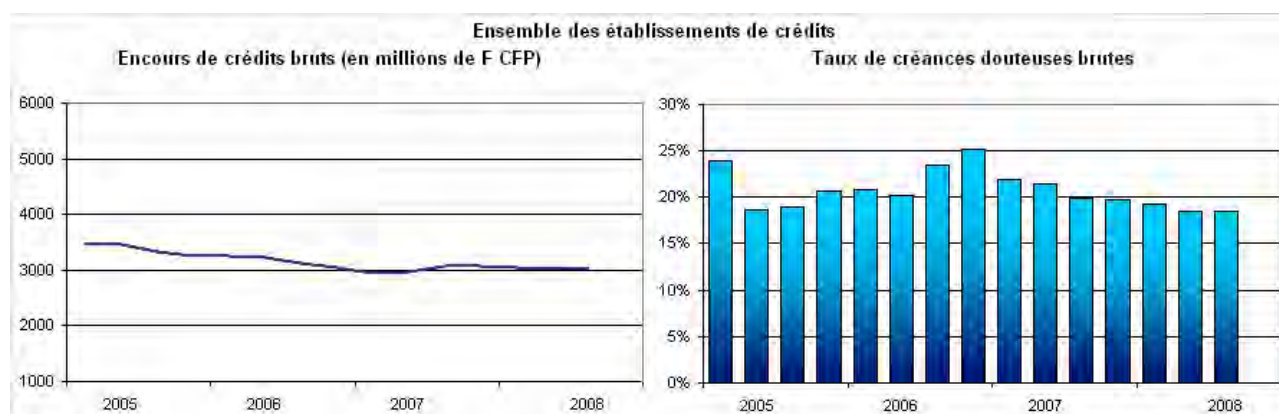
Les actifs financiers progressent de 19,7 % sur un an...

Au troisième trimestre 2008, **l'ensemble des actifs financiers** progresse de 19,7 % en glissement annuel pour s'établir à 9.384 millions de F CFP. Cette croissance s'explique par une nette amélioration des **placements liquides ou à court terme** (+53,3 %), principalement sous l'impulsion des dépôts à terme (+61 % sur les douze derniers mois et +43,1 % en rythme trimestriel) et dans une moindre mesure des dépôts à vue (+18,5 %). En revanche, **les placements à long terme** affichent un recul de 1,7 % à 3.236 millions de F CFP, en glissement annuel. A noter que les **contrats d'assurance-vie** enregistrent une hausse de 18,5 % sur un an.



...tandis que les concours bancaires ralentissent ce trimestre.

En parallèle, **l'encours de crédits bruts** octroyés aux différents agents économiques par l'ensemble des établissements de crédits (toutes zones d'émission confondues) s'élève à 3.032 millions de F CFP, en diminution de 1,3 % au 30 septembre 2008, en rythme annuel. Le portefeuille clientèle de l'ensemble des établissements de crédits (installés ou non localement) affiche un taux de **créances douteuses brutes** de 18,4 % à fin septembre 2008 contre 19,8 % un an plus tôt, soit un recul de 1,4 point. Le taux de provisionnement enregistre une hausse de 1 point en un an à 20,5 % ce trimestre.

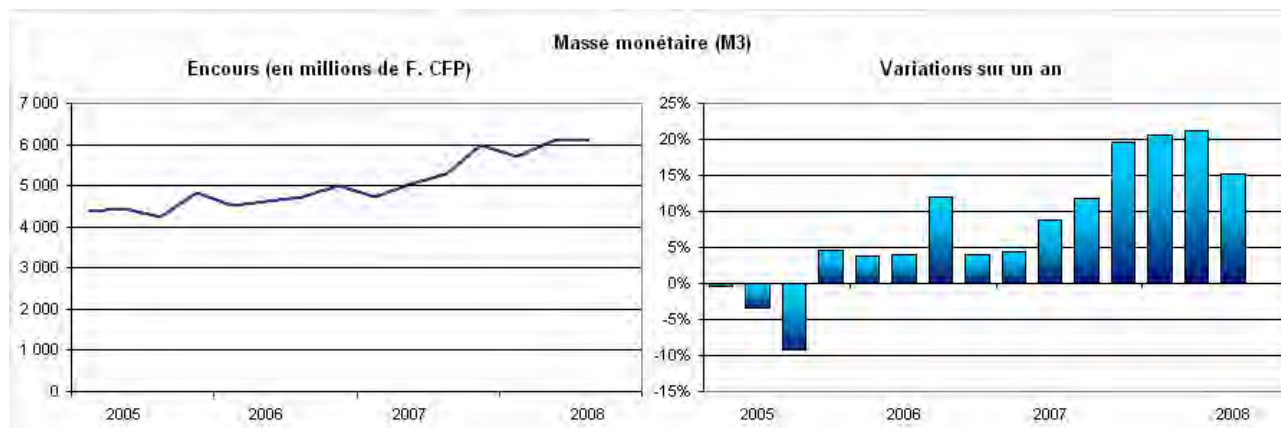


Par ailleurs, l'encours global de crédit consenti par les établissements locaux, en augmentation de 9,1 % en glissement annuel, s'établit à 1.478 millions de F CFP à fin septembre 2008, et représente 48,7 % du total des concours.

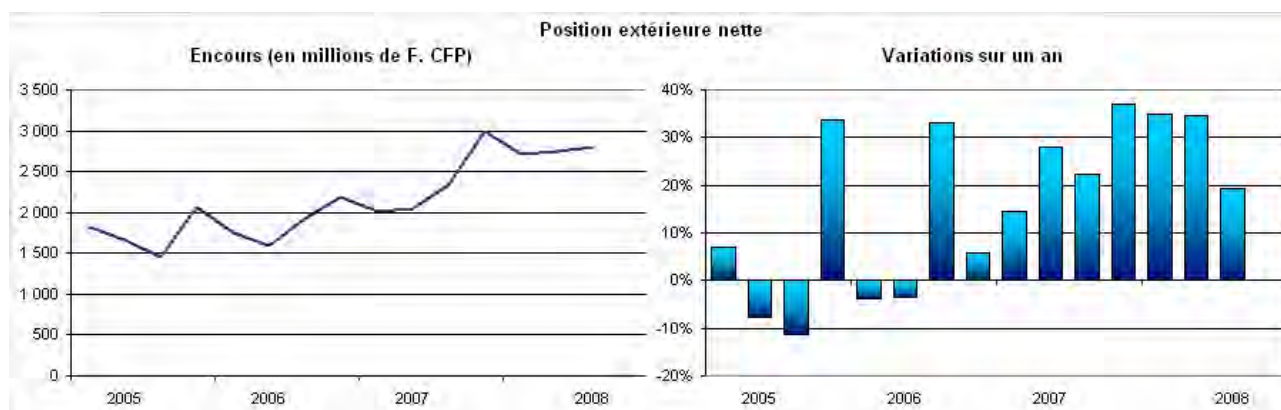
Conjoncture financière et bancaire

Croissance soutenue de la masse monétaire

A fin septembre 2008, la **masse monétaire M3** enregistre une hausse de 15,2 % en glissement annuel à 6.099 millions de F CFP. Dans le détail, le rythme de croissance de l'agrégat M1 se poursuit, +14,2 % en rythme annuel, en raison des hausses respectives des dépôts à vue et de la circulation fiduciaire de +18,5 % et +8,5 %. Constitué exclusivement des comptes sur livrets, l'agrégat M2-M1 affiche une progression de 14,2 % à 413 millions de F CFP au 30 septembre 2008. M3-M2 s'élève à 1.006 millions de F CFP ce trimestre, en hausse de 20,4 % par rapport à la même période de l'année précédente.

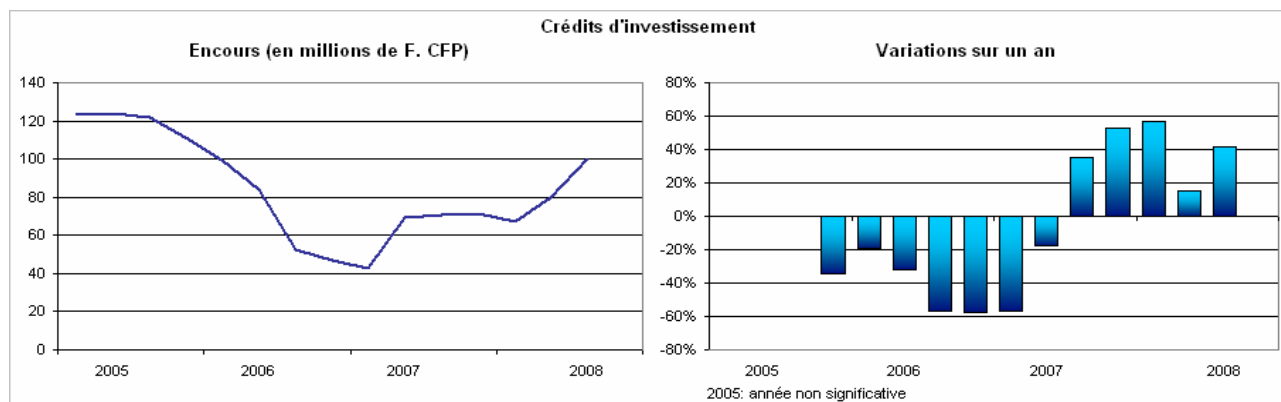


La **position extérieure nette demeure prêteuse** et suit la même tendance haussière : +19,2 % par rapport à la même période de l'année précédente à 2.805 millions de F CFP, résultant de la hausse des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux (+17,8 %).



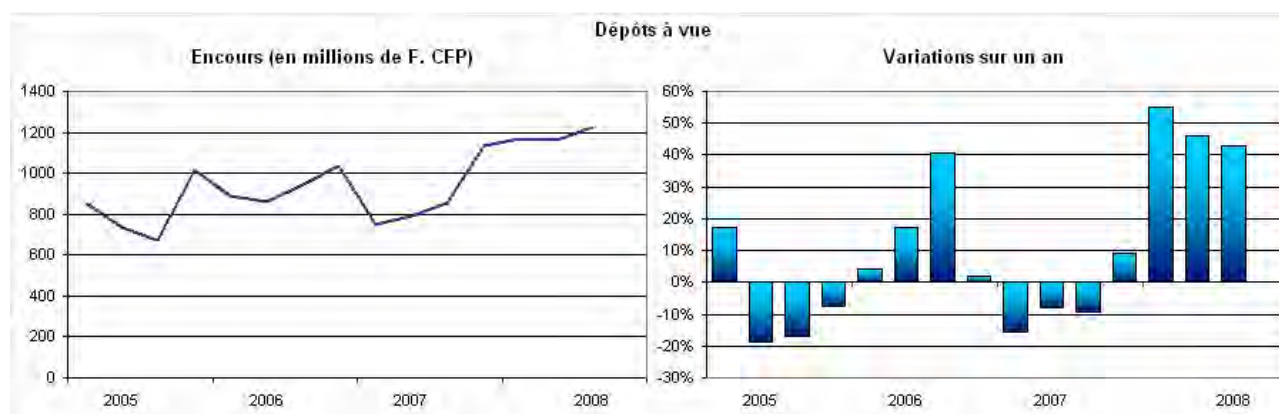
L'investissement des entreprises est en progression

L'**endettement des entreprises** s'alourdit avec un encours des crédits à l'investissement qui progresse de 41,2 % sur douze mois à fin septembre 2008. Parallèlement, on observe un recours important aux comptes ordinaires débiteurs dont l'encours progresse de 31,6 % sur la période, en glissement annuel.



Conjoncture financière et bancaire

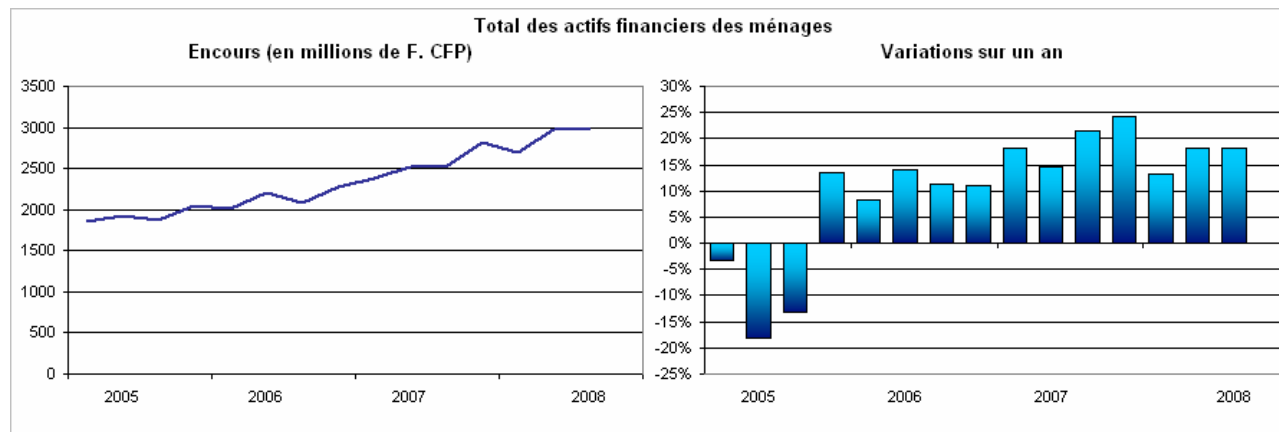
Conjointement, **les actifs financiers des entreprises** progresse de 10,7 % ce trimestre par rapport à la même période un an plus tôt, en raison d'une hausse des dépôts à vue de 43 %.



L'épargne des ménages et des autres agents économiques du Territoire (collectivités, organismes sociaux...) s'améliore

Le taux de croissance des **actifs financiers des ménages** s'accélère au 30 septembre 2008 en rythme annuel (+18 %), sous la poussée des comptes à terme passant ainsi de 67 millions de F CFP à 365 millions de F CFP, et des contrats d'assurance-vie (+18,5 %). Par ailleurs, l'encours des crédits octroyés aux ménages reste relativement stable ce trimestre en glissement annuel (-0,3 %) à 1.682 millions de F CFP.

Il convient de souligner que les **indicateurs de vulnérabilité de la trésorerie des ménages** se détériorent au regard du nombre d'interdits bancaires qui s'établit à fin septembre 2008 à 403 personnes physiques contre 366 à fin septembre 2007, en corrélation avec le nombre d'incidents de paiements sur chèques enregistré sur cette période (208 incidents de paiements sur chèques déclarés en septembre 2008 contre 0 à fin septembre 2007).



Concernant les autres agents, l'encours des dépôts progresse de 24,6 % à 4.678 millions de F CFP ce trimestre en glissement annuel, soutenu par les hausses respectives des dépôts à vue et des placements liquides ou à court terme de 5,5 % et 83,2 % (ouverture d'un compte à terme). L'endettement des ces agents économiques diminue de 8,9 % à fin septembre 2008 sur un an à 403 millions de F CFP. Il s'agit exclusivement de crédits à l'équipement.

Les secteurs du commerce et des services sont les plus dynamiques

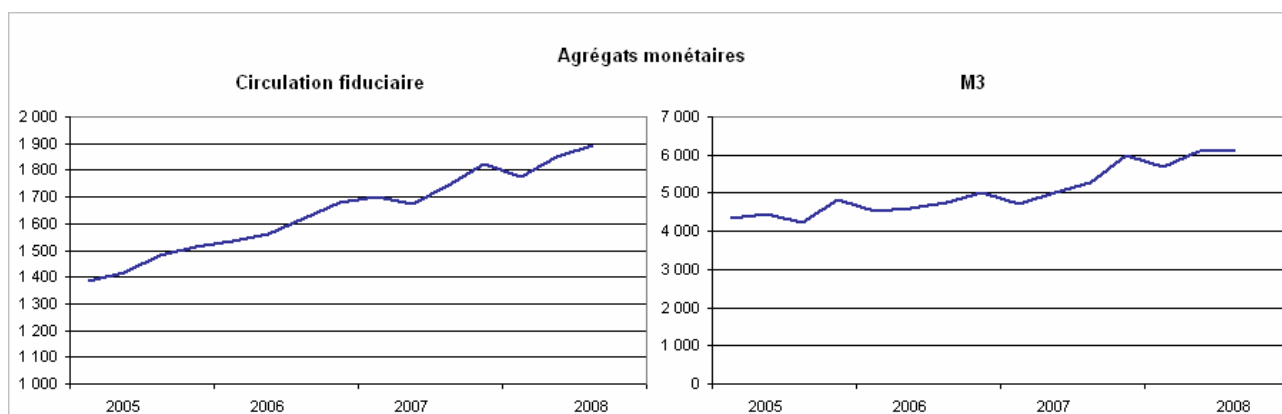
Le montant des risques (y compris les engagements de hors-bilan) déclaré auprès de l'agence IEOM de Wallis et Futuna au titre de la **centralisation des risques** du mois de septembre 2008 est en diminution de 4,2 % sur douze mois réparti comme suit : 53 % pour les particuliers et 47 % pour les professionnels.

Concernant les crédits professionnels, le risque se porte principalement sur le secteur non marchand (14,2 % des encours), les services et le secteur du commerce (13,6 % et 12,7 % des encours respectifs). Le secteur du commerce ainsi que les secteurs non marchands affichent des baisses respectives de leurs encours de 18,4 % et 10,4 % au 30 septembre 2008, en glissement annuel. A contrario, les services voient leurs encours progresser de 21 % en un an.

2. La masse monétaire et ses contreparties

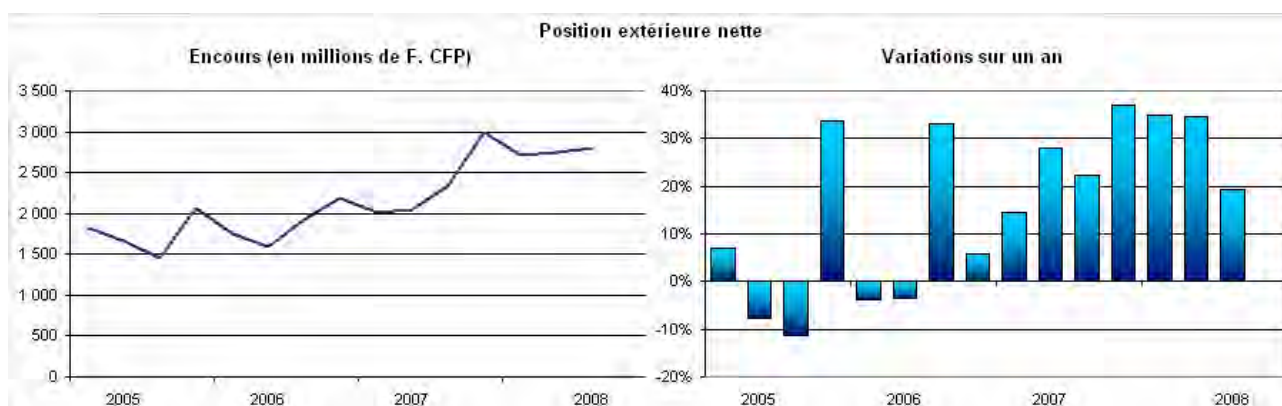
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 351,	1 479,	1 618,	1 746,	1 822,	1 773,	1 849,	1 894,	2,4%	8,5%
<i>Billets</i>	1 351,	1 480,	1 620,	1 747,	1 822,	1 773,	1 849,	1 893,	2,4%	8,4%
<i>Pièces</i>	-1,	-1,	-2,	-1,	0,	0,	1,	1,	-12,3%	-224,3%
Dépôts à vue	2 341,	2 029,	2 307,	2 351,	2 769,	2 695,	2 828,	2 785,	-1,5%	18,5%
TOTAL M1	3 691,	3 507,	3 925,	4 097,	4 591,	4 468,	4 678,	4 679,	0,0%	14,2%
M2-M1	330,	319,	366,	362,	458,	382,	388,	413,	6,5%	14,2%
Comptes sur livrets	330,	319,	366,	362,	458,	382,	388,	413,	6,5%	14,2%
Comptes épargne logement	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
TOTAL M2	4 021,	3 826,	4 291,	4 459,	5 049,	4 850,	5 065,	5 092,	0,5%	14,2%
M3-M2	633,	402,	445,	835,	945,	857,	1 023,	1 006,	-1,7%	20,4%
Dépôts à terme	629,	402,	445,	835,	945,	857,	1 023,	1 006,	-1,7%	20,4%
Titres de créance négociables	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Bons de caisse	4,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Total M3	4 654,	4 228,	4 736,	5 294,	5 994,	5 707,	6 089,	6 099,	0,2%	15,2%
P1										
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	4 654,	4 228,	4 736,	5 294,	5 994,	5 707,	6 089,	6 099,	0,2%	15,2%



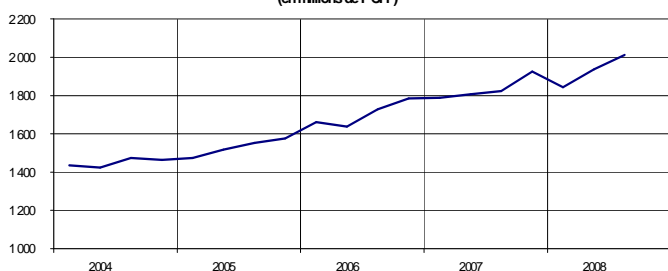
2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	3 682	3 731	4 880	5 445	6 208	5 856	5 932	4 958	-16,4%	-8,9%
Institut d'émission	1 827	2 053	2 722	2 854	2 971	2 904	2 935	1 907	-35,0%	-33,2%
Etablissements de crédit	1 855	1 678	2 159	2 591	3 238	2 952	2 997	3 051	1,8%	17,8%
Créances du Trésor public	754	486	424	487	358	360	547	346	-36,7%	-28,9%
Concours sur ressources monétaires	219	10	-569	-638	-572	-509	-390	794	-303,3%	-224,5%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 474	1 270	1 280	1 355	1 417	1 430	1 469	1 478	0,6%	9,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 255	1 259	1 849	1 992	1 989	1 939	1 860	684	-63,2%	-65,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	663	570	570	591	596	601	605	606	0,3%	2,6%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	77	99	104	99	99	96	96	97	0,4%	-2,6%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	228	235	235	238	241	240	245	246	0,4%	3,4%
<i>Epargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Divers</i>	287	355	940	1 064	1 053	1 002	914	-265	-129,1%	-125,0%
Total M3	4 654	4 228	4 736	5 294	5 994	5 707	6 089	6 099	0,2%	15,2%
Position extérieure nette	1 627	1 444	1 924	2 353	2 996	2 711	2 752	2 805	1,9%	19,2%



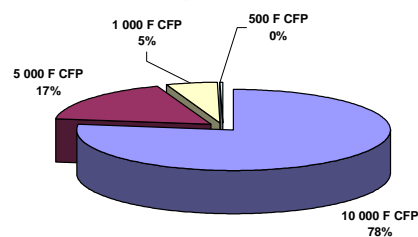
2.3 La circulation fiduciaire

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

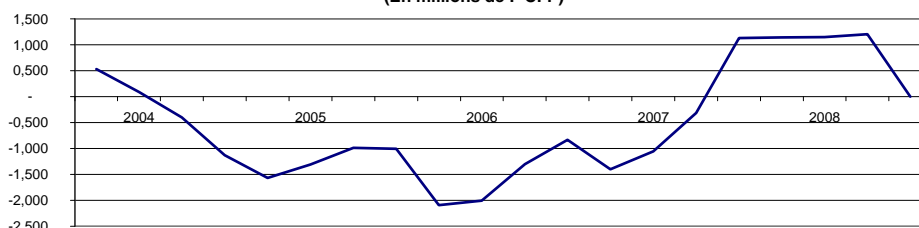
Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2008



Source: IEOM

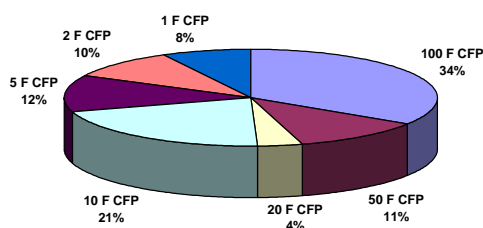
Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 trim	1 an	
En nombre	234 785	247 266	264 088	276 996	297 633	327 439	309 729	327 015	343 094	4,9%	15,3%	
10 000 F CFP	111 582	120 243	124 587	137 189	144 338	148 262	143 804	150 315	155 615	3,5%	7,8%	
5 000 F CFP	36 953	36 270	42 300	53 507	56 444	66 346	60 553	64 949	68 559	5,6%	21,5%	
1 000 F CFP	84 271	88 078	90 360	87 503	95 542	105 621	98 851	103 780	106 948	3,1%	11,9%	
500 F CFP	1 979	2 675	6 841	1 203	1 309	7 210	6 521	7 971	11 972	50,2%	-	
En millions de F CFP	1 386	1 473	1 551	1 726	1 822	1 924	1 843	1 936	2 012	3,9%	10,4%	
10 000 F CFP	1 116	1 202	1 246	1 372	1 443	1 483	1 438	1 503	1 556	3,5%	7,8%	
5 000 F CFP	185	181	212	268	282	332	303	325	343	5,6%	21,5%	
1 000 F CFP	84	88	90	88	96	106	99	104	107	3,1%	11,9%	
500 F CFP	1	1	3	1	1	4	3	4	6	50,2%	-	

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur
(En millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin septembre 2008



Source: IEOM

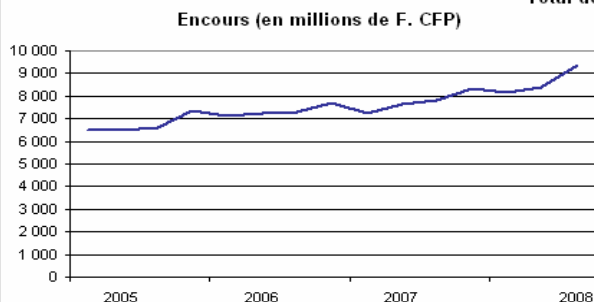
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 trim	1 an	
En nombre	577 788	601 509	604 667	647 721	744 353	794 636	814 464	823 785	836 076	1,5%	12,3%	
100 F CFP	- 20 785	- 21 997	- 27 722	- 29 953	- 26 437	- 17 439	- 17 443	- 17 133	- 16 879	-1,5%	-36,2%	
50 F CFP	7 274	6 282	8 387	4 643	9 649	15 648	14 148	12 409	11 390	-8,2%	18,0%	
20 F CFP	- 6 366	- 7 613	- 14 409	- 19 660	- 16 154	- 11 155	- 10 907	- 10 157	- 9 405	-7,4%	-41,8%	
10 F CFP	59 285	64 772	63 774	71 770	86 770	94 768	98 267	99 267	103 767	4,5%	19,6%	
5 F CFP	59 743	60 487	62 077	76 868	96 472	107 263	112 856	118 856	121 657	2,4%	26,1%	
2 F CFP	177 312	187 282	191 276	203 775	223 777	229 277	234 270	235 270	237 272	0,9%	6,0%	
1 F CFP	301 325	312 296	321 284	340 278	370 276	376 274	383 273	385 273	388 274	0,8%	4,9%	
En millions de F CFP	- 0,295	- 0,401	- 0,989	- 1,306	- 0,316	1,134	1,144	1,147	1,202	4,8%	-	
100 F CFP	- 2,079	- 2,200	- 2,772	- 2,995	- 2,644	- 1,744	- 1,744	- 1,713	- 1,688	-1,5%	-36,2%	
50 F CFP	0,364	0,314	0,419	0,232	0,482	0,782	0,707	0,620	0,570	-8,2%	18,0%	
20 F CFP	- 0,127	- 0,152	- 0,288	- 0,393	- 0,323	- 0,223	- 0,218	- 0,203	- 0,188	-7,4%	-41,8%	
10 F CFP	0,593	0,648	0,638	0,718	0,868	0,948	0,983	0,993	1,038	4,5%	19,6%	
5 F CFP	0,299	0,302	0,310	0,384	0,482	0,536	0,564	0,594	0,608	2,4%	26,1%	
2 F CFP	0,355	0,375	0,383	0,408	0,448	0,459	0,469	0,471	0,475	0,9%	6,0%	
1 F CFP	0,301	0,312	0,321	0,340	0,370	0,376	0,383	0,385	0,388	0,8%	4,9%	

3. Les avoirs financiers des agents économiques

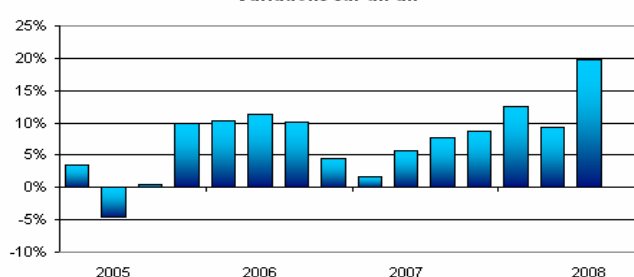
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Sociétés	984	920	1 324	1 556	1 848	1 730	1 740	1 722	-1,0%	10,7%
Dépôts à vue	811	673	945	856	1 133	1 166	1 159	1 223	5,5%	43,0%
Placements liquides ou à court terme	143	208	189	520	542	403	435	364	-16,3%	-30,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	143	208	189	520	542	403	435	364	-16,3%	-30,1%
dont comptes à terme	89	208	189	509	542	398	425	359	-15,6%	-29,5%
dont OPCVM monétaires	55	0	0	11	0	5	10	5	-49,4%	-54,8%
dont certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	30	39	190	180	173	160	146	135	-7,5%	-25,0%
dont OPCVM non monétaires	30	39	0	0	0	0	0	0		
Ménages	2 152	1 871	2 082	2 527	2 819	2 697	2 983	2 983	0,0%	18,0%
Dépôts à vue	1 346	1 151	1 172	1 303	1 443	1 277	1 408	1 358	-3,5%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	558	470	519	488	635	637	768	827	7,7%	69,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	314	304	350	347	444	370	373	400	7,2%	15,2%
Livrets ordinaires	314	304	350	347	444	370	373	400	7,2%	15,2%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	244	166	169	141	191	268	395	427	8,3%	202,8%
dont comptes à terme	83	6	5	67	136	189	270	365	35,6%	449,0%
dont bons de caisse	4	0	0	0	0	0	0	0		
dont OPCVM monétaires	157	160	164	75	55	79	125	62	-50,4%	-16,8%
Epargne à long terme	249	249	391	737	741	783	807	798	-1,1%	8,3%
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Portefeuille-titres	49	45	24	21	20	17	14	15	8,5%	-27,3%
OPCVM non monétaires	200	121	106	103	99	86	85	57	-33,3%	-45,1%
Contrats d'assurance-vie	0	83	261	613	622	681	708	726	2,5%	18,5%
Autres agents	3 448	3 820	3 870	3 754	3 679	3 740	3 654	4 678	28,0%	24,6%
Dépôts à vue	184	204	190	193	192	252	261	203	-21,9%	5,5%
Placements liquides ou à court terme	1 425	1 240	1 304	1 185	1 184	1 185	1 246	2 172	74,2%	83,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	15	15	16	15	14	12	15	13	-9,4%	-10,2%
Placements indexés sur les taux du marché	1 409	1 225	1 289	1 170	1 170	1 172	1 232	2 158	75,2%	84,4%
dont comptes à terme	457	188	251	260	267	270	329	282	-14,3%	8,5%
Epargne à long terme	1 840	2 376	2 376	2 376	2 303	2 303	2 147	2 303	7,3%	-3,1%
TOTAL	6 585	6 611	7 276	7 837	8 346	8 167	8 377	9 384	12,0%	19,7%
Dépôts à vue	2 341	2 029	2 307	2 351	2 769	2 695	2 828	2 785	-1,5%	18,5%
Placements liquides ou à court terme	2 126	1 919	2 012	2 193	2 361	2 225	2 449	3 363	37,3%	53,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	330	319	366	362	458	382	388	413	6,5%	14,2%
Placements indexés sur les taux du marché	1 796	1 600	1 646	1 832	1 903	1 843	2 061	2 950	43,1%	61,0%
Epargne à long terme	2 118	2 664	2 957	3 293	3 217	3 247	3 100	3 236	4,4%	-1,7%

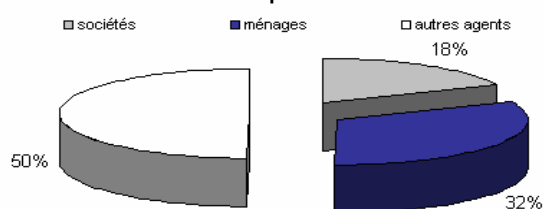
Total des actifs financiers



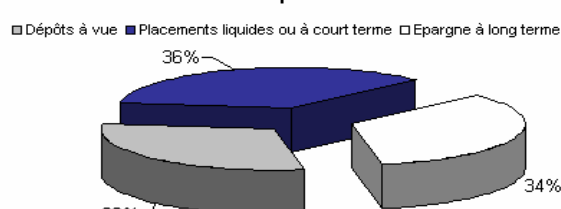
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique sept-08

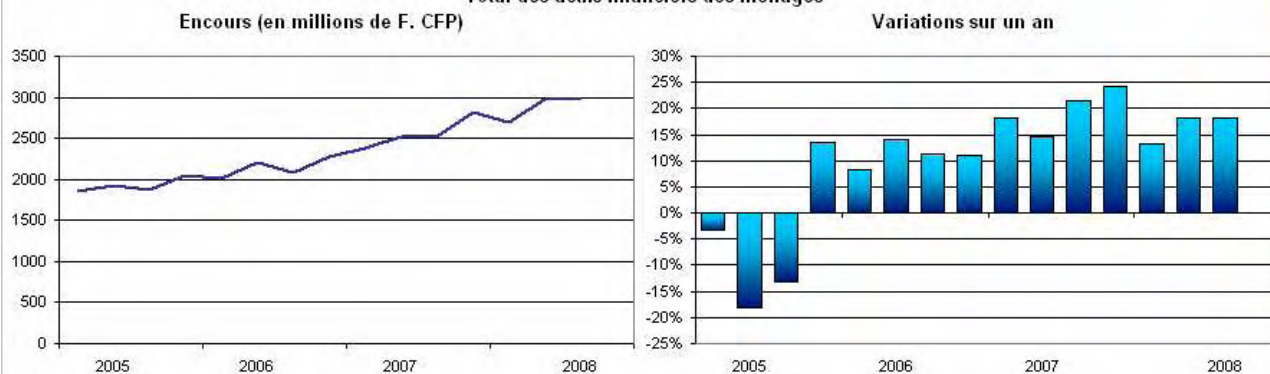


Répartition des actifs financiers par nature sept-08

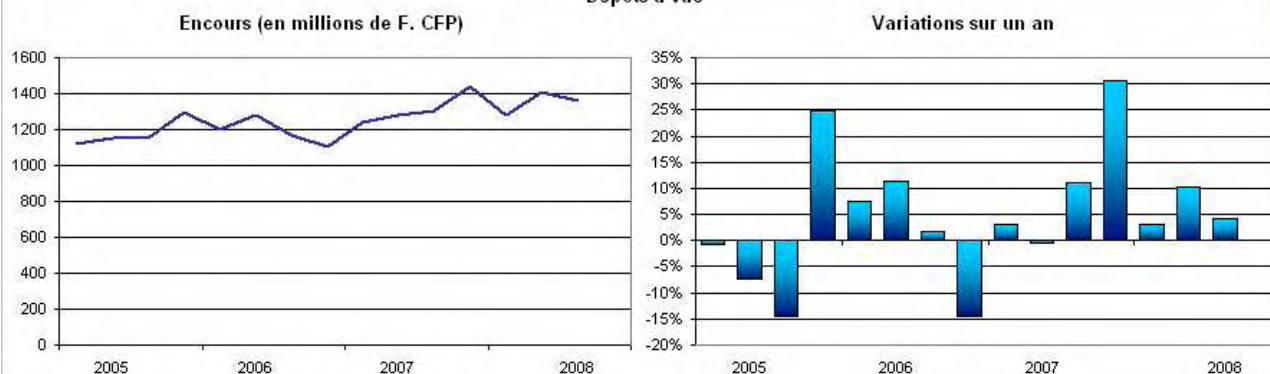


Les avoirs des ménages

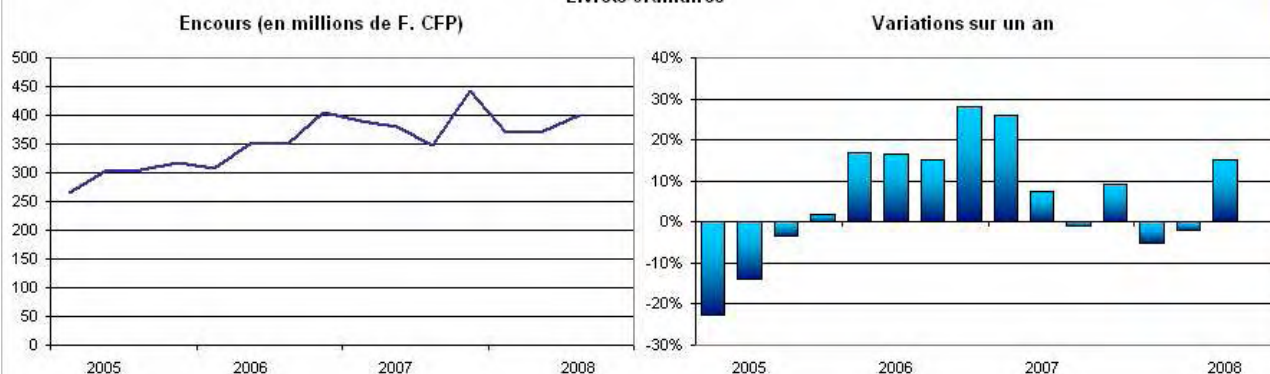
Total des actifs financiers des ménages



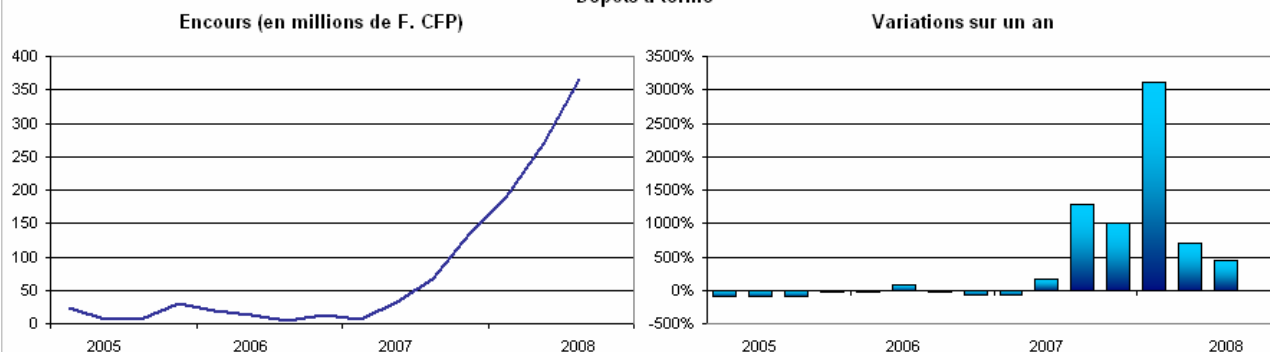
Dépôts à vue



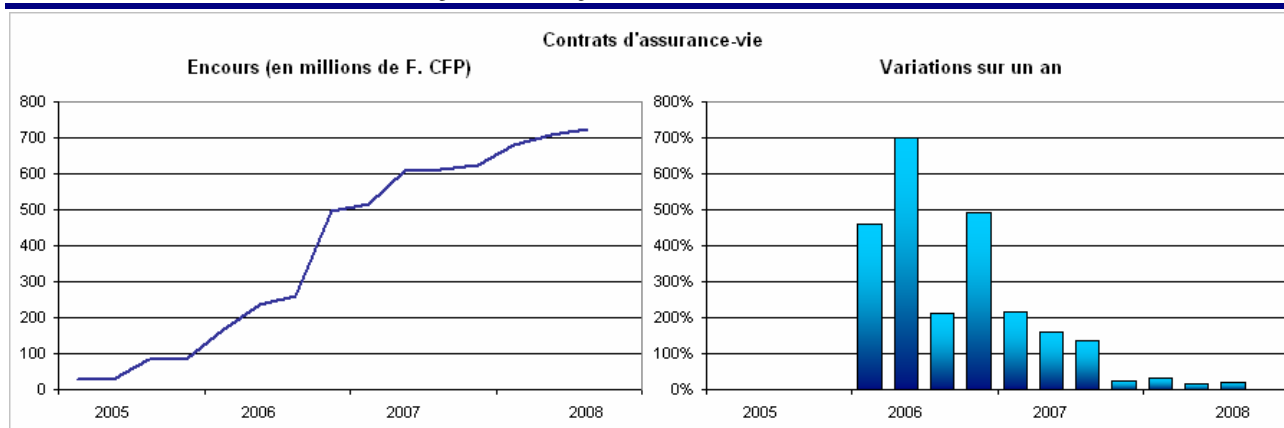
Livrets ordinaires



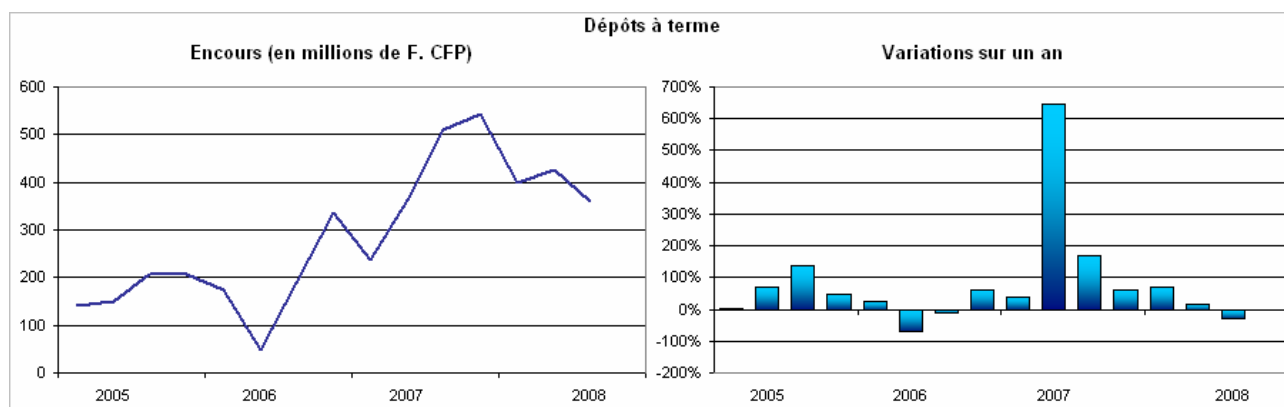
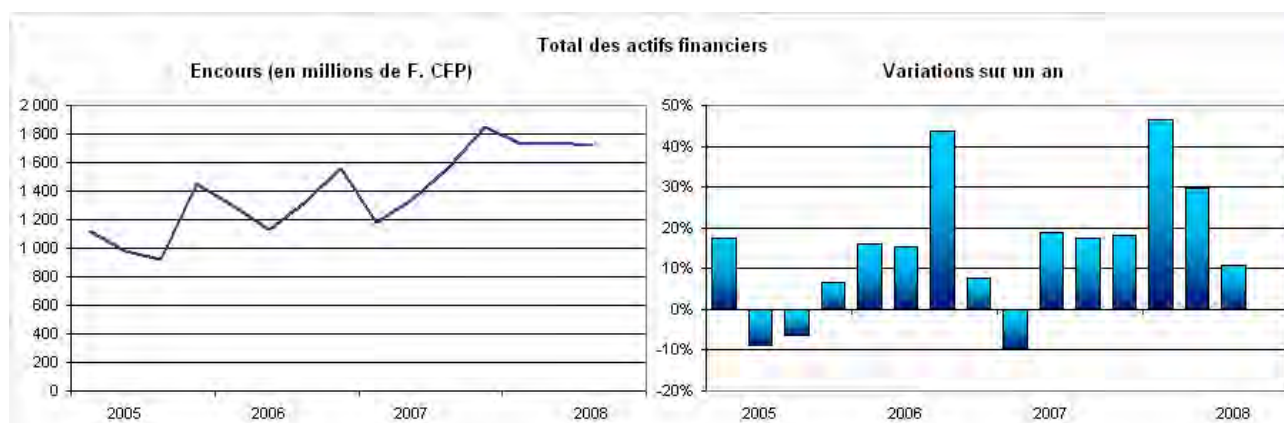
Dépôts à terme



Conjoncture financière et bancaire



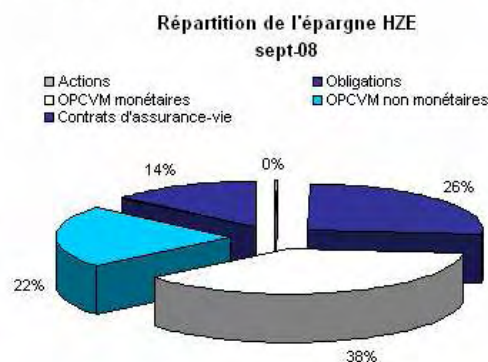
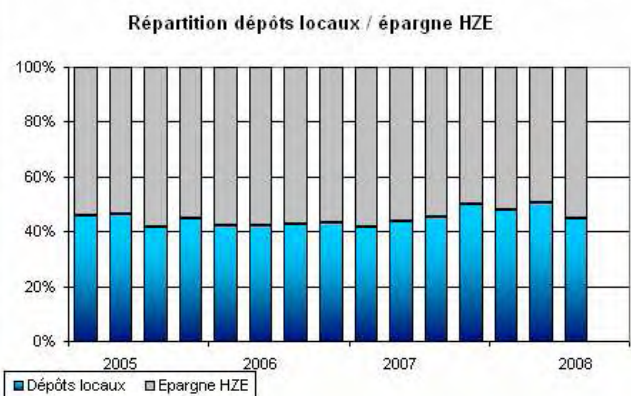
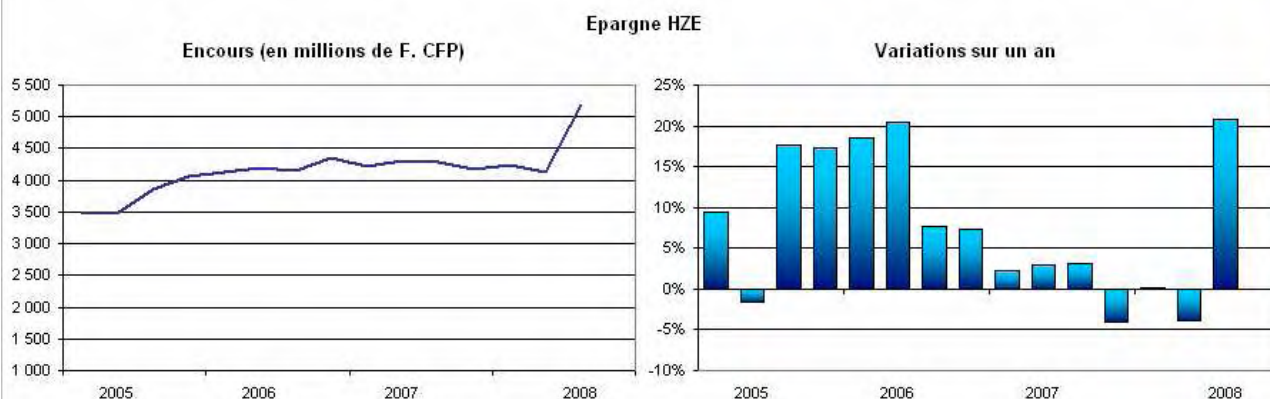
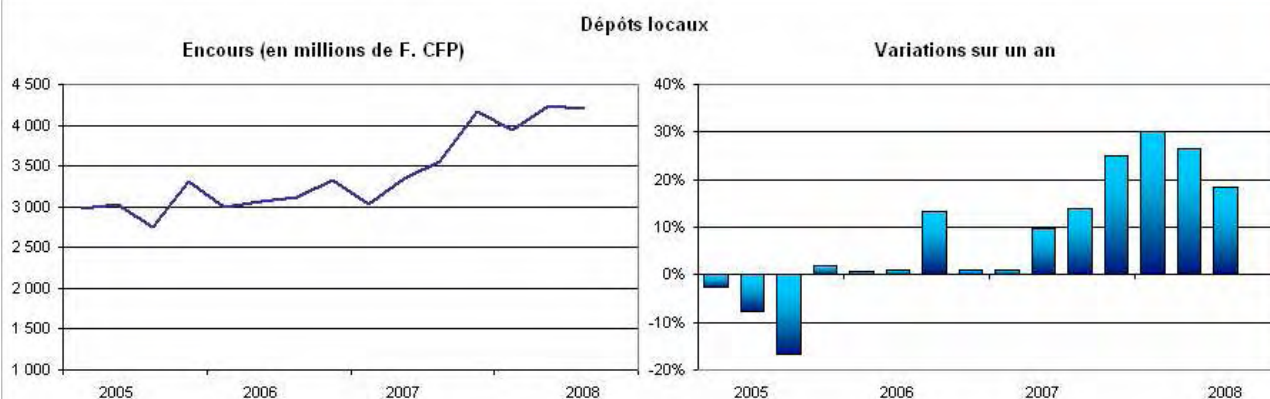
Les avoirs des sociétés



Conjoncture financière et bancaire

3.2 Les actifs par nature

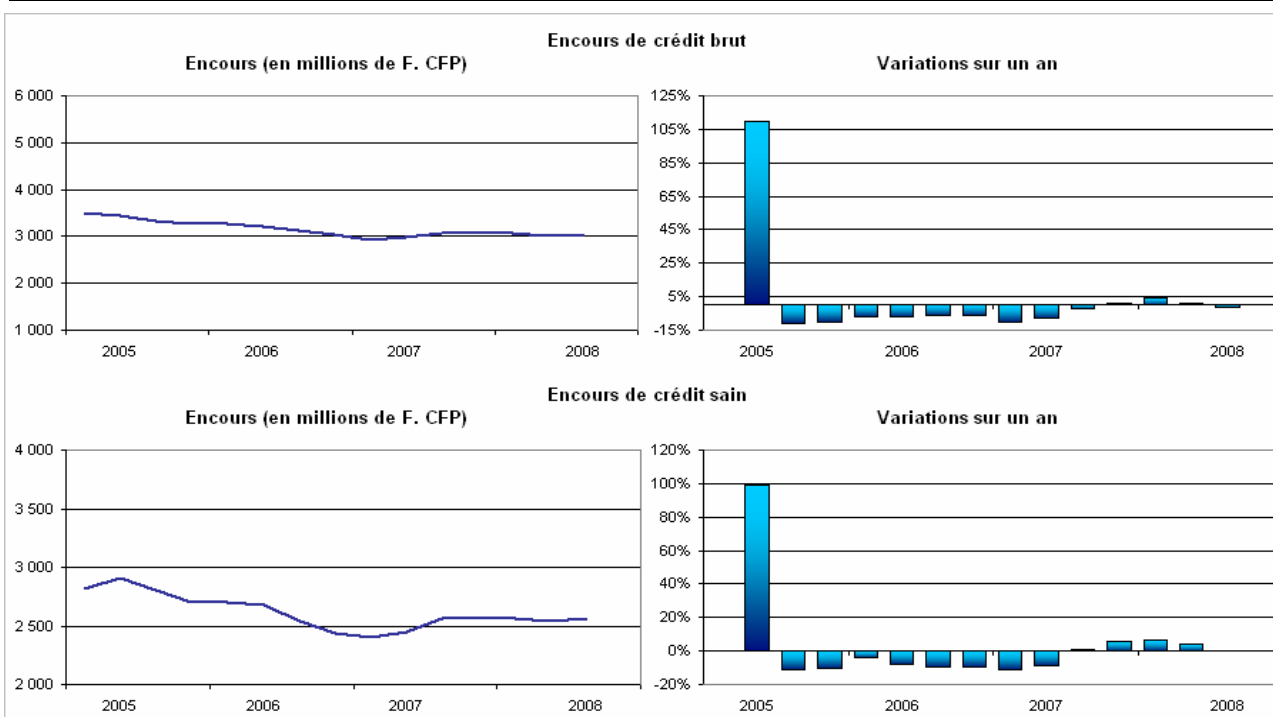
Actifs par nature	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Dépôts locaux	3 303	2 750	3 117	3 548	4 172	3 934	4 239	4 204	-0,8%	18,5%
Dépôts à vue	2 341	2 029	2 307	2 351	2 769	2 695	2 828	2 785	-1,5%	18,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	330	319	366	362	458	382	388	413	6,5%	14,2%
<i>Livrets ordinaires</i>	329	317	365	362	458	382	388	413	6,5%	14,2%
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	629	402	445	835	945	857	1 023	1 006	-1,7%	20,4%
Bons de caisse	4	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	3 281	3 862	4 159	4 289	4 175	4 233	4 138	5 179	25,2%	20,8%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Actions</i>	18	19	24	21	20	17	14	15	8,5%	-27,3%
<i>Obligations</i>	830	1 346	1 509	1 499	1 385	1 373	1 202	1 347	12,0%	-10,1%
<i>OPCVM monétaires</i>	1 163	1 197	1 201	996	958	987	1 038	1 943	87,2%	95,0%
<i>OPCVM non monétaires</i>	1 271	1 217	1 163	1 160	1 190	1 177	1 176	1 147	-2,4%	-1,1%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	0	83	261	613	622	681	708	726	2,5%	18,5%
TOTAL	6 585	6 611	7 276	7 837	8 346	8 167	8 377	9 384	12,0%	19,7%



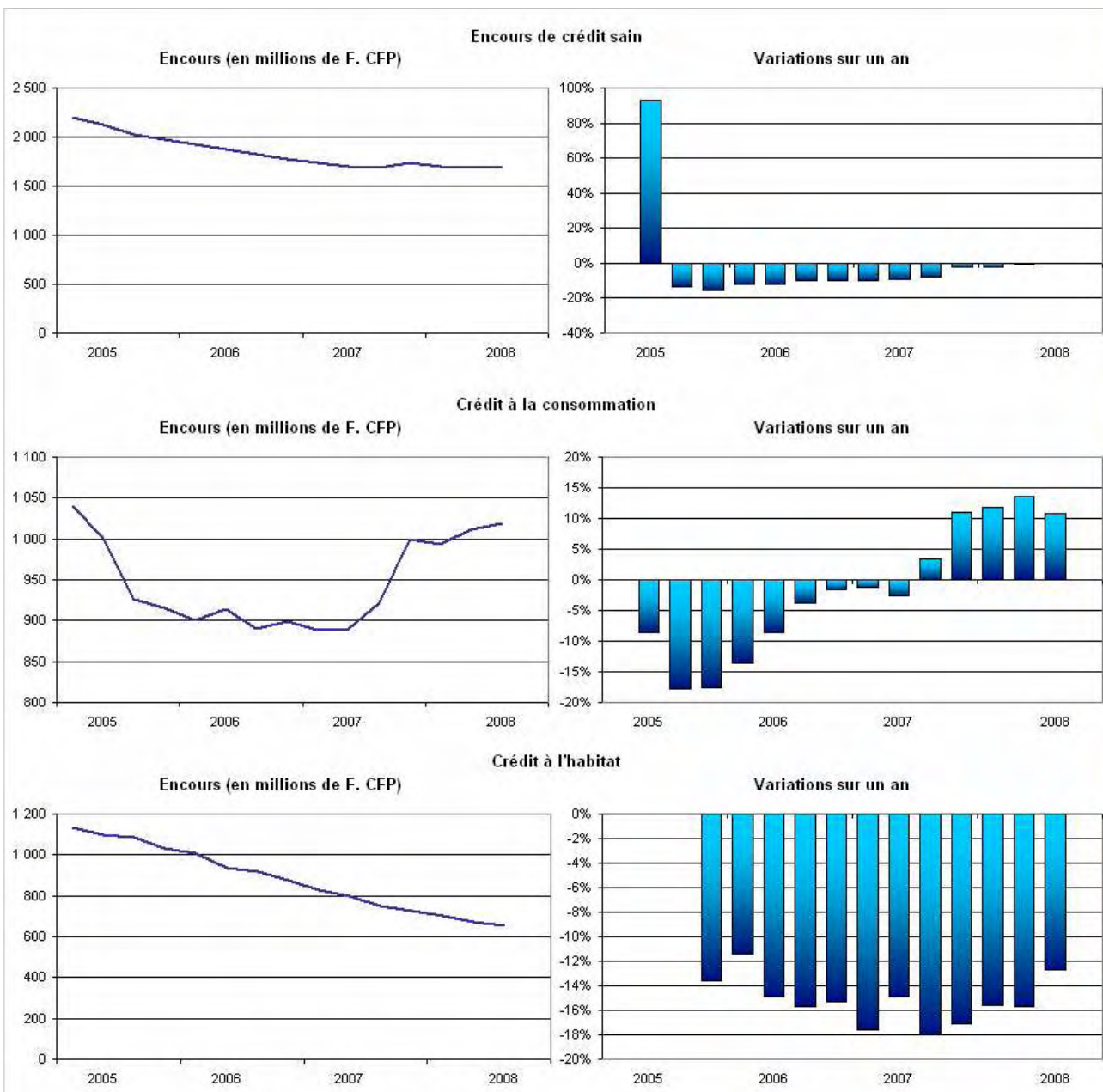
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

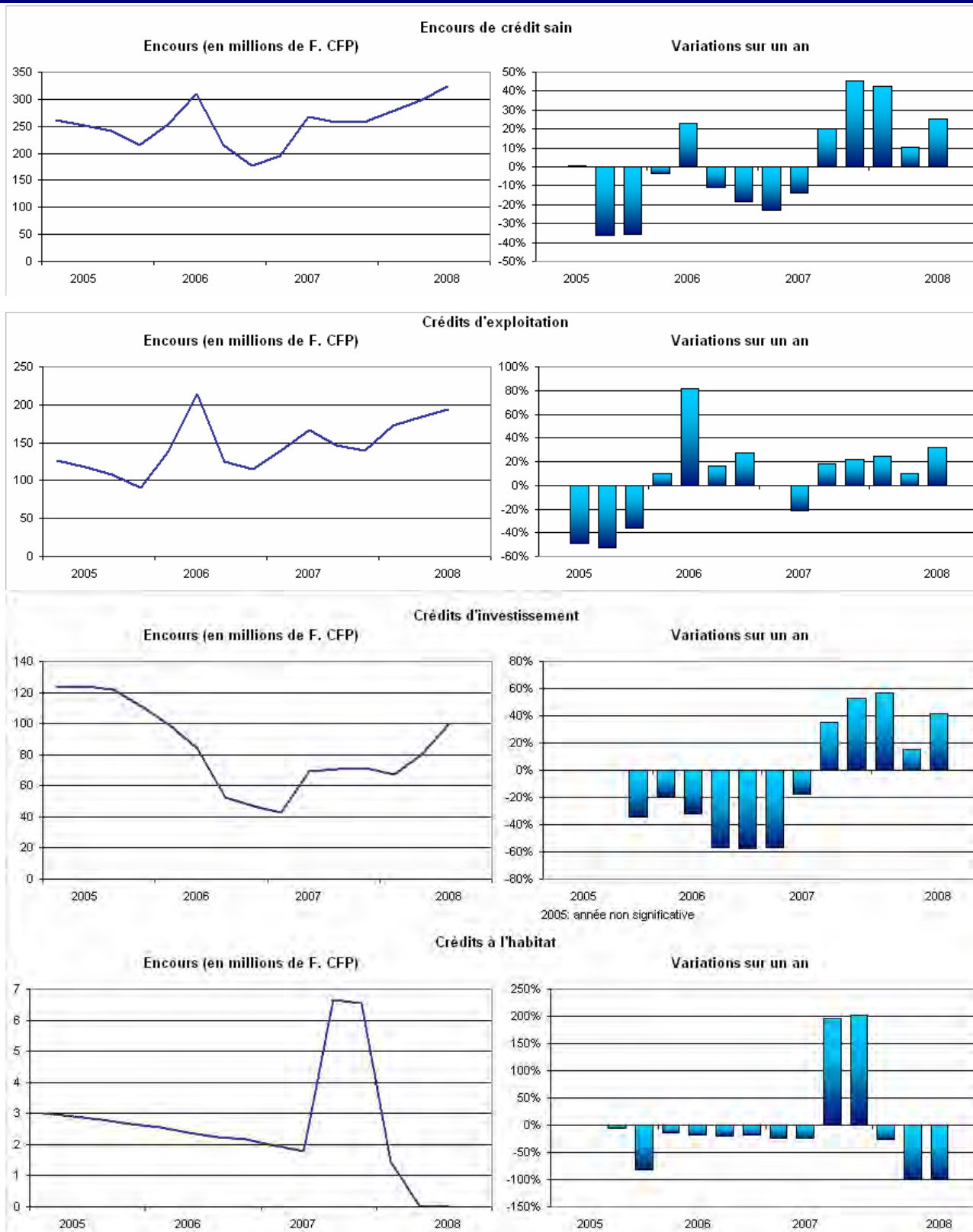
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Entreprises	380	242	215	258	257	278	297	324	9,1%	25,3%
Crédits d'exploitation	226	107	125	147	139	173	184	194	5,4%	31,6%
Créances commerciales	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	102	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont entrepreneurs individuels	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	124	107	125	147	139	173	184	194	5,4%	31,6%
Affacturation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits d'investissement	123	122	52	71	72	67	80	100	25,3%	41,2%
Crédits à l'équipement	123	122	52	71	72	67	80	100	25,3%	41,2%
dont entrepreneurs individuels	6	30	37	31	34	33	31	30	-4,6%	-3,9%
Crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	3	3	2	7	7	1	-	-	-	-100,0%
Autres crédits	29	10	36	34	40	37	34	30	-9,3%	-10,4%
Ménages	2 353	2 030	1 826	1 687	1 732	1 700	1 690	1 682	-0,5%	-0,3%
Crédits à la consommation	1 127	926	891	921	999	993	1 012	1 019	0,7%	10,7%
Crédits de trésorerie	1 103	898	871	907	977	974	993	1 000	0,7%	10,2%
Comptes ordinaires débiteurs	24	28	19	14	22	19	19	20	2,4%	40,4%
Crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	1 205	1 087	917	752	725	700	672	656	-2,3%	-12,7%
Autres crédits	21	17	19	15	8	7	6	6	-5,8%	-60,0%
Collectivités locales	368	528	486	443	424	423	403	403	0,0%	-8,9%
Crédits d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits d'investissement	368	528	486	443	424	423	403	403	0,0%	-8,9%
Crédits à l'équipement	368	528	486	443	424	423	403	403	0,0%	-8,9%
Crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents de CCB non ventilés	63	7	9	176	162	164	153	151	-1,4%	-13,9%
Total encours sain	3 165	2 807	2 537	2 564	2 575	2 565	2 543	2 560	0,6%	-0,2%
Créances douteuses brutes	601	533	594	508	507	494	469	472	0,6%	-7,1%
Créances douteuses nettes	437	434	442	409	409	398	373	375	0,6%	-8,2%
dont entreprises	97	87	73	83	79	75	73	54	-25,5%	-34,6%
dont ménages	340	347	369	326	330	322	300	321	7,0%	-1,5%
Provisions	164	99	152	99	99	96	96	97	0,4%	-2,6%
Total encours brut	3 766	3 341	3 130	3 072	3 082	3 060	3 013	3 032	0,6%	-1,3%
Taux de créances douteuses	19,0%	19,0%	23,4%	19,8%	19,7%	19,3%	18,5%	18,4%	0pt	-1,4pt
Taux de provisionnement	27,4%	18,6%	25,6%	19,6%	19,4%	19,5%	20,5%	20,5%	0pt	1pt



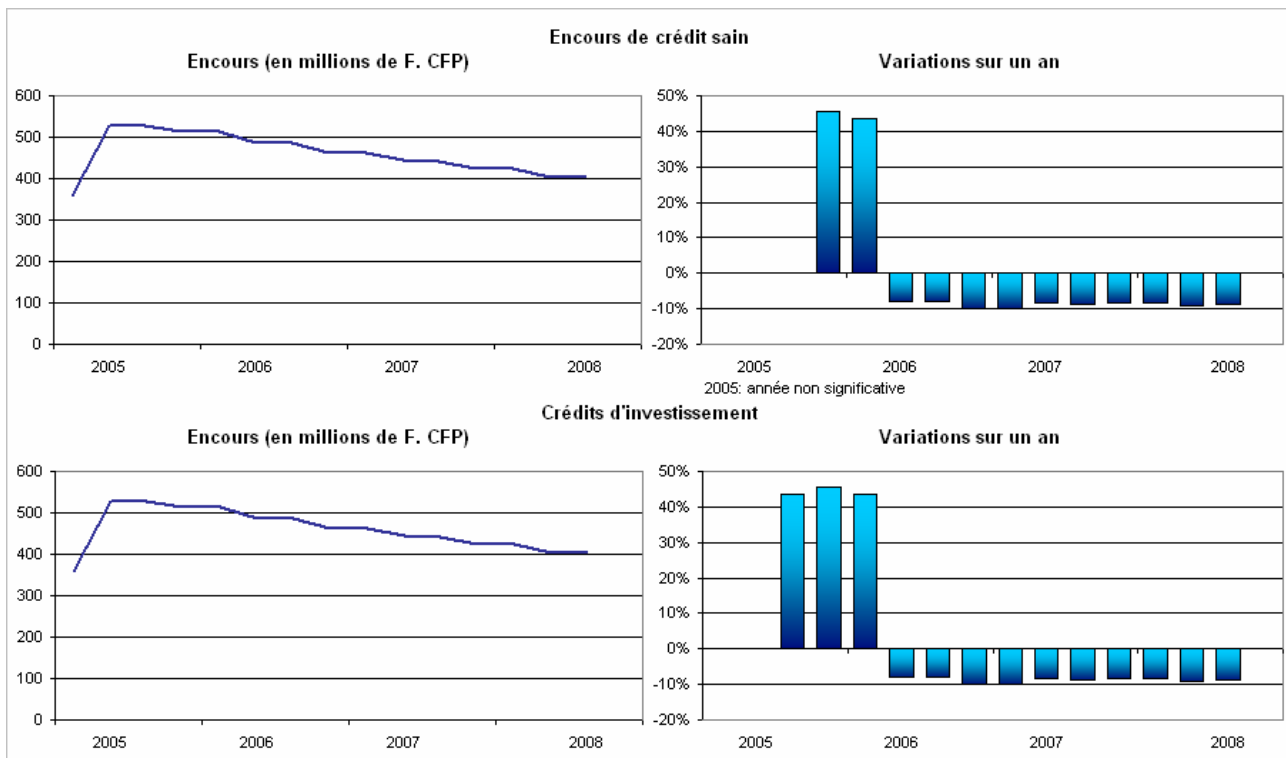
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises

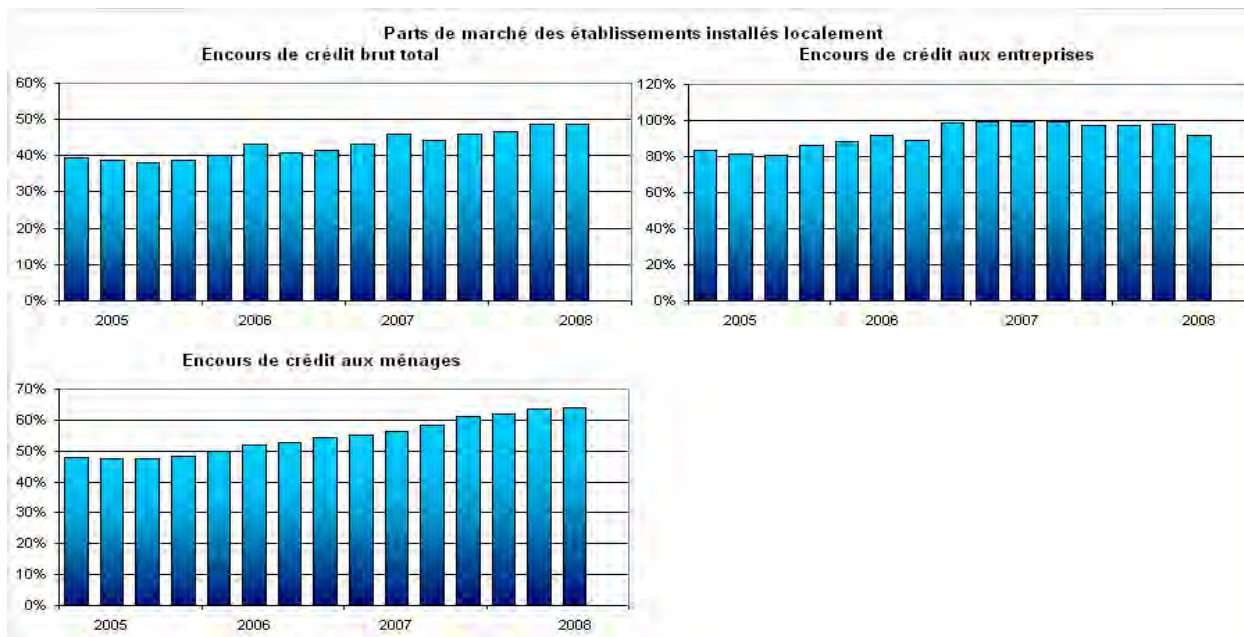


L'endettement des collectivités locales



4.2 Les passifs des établissements locaux

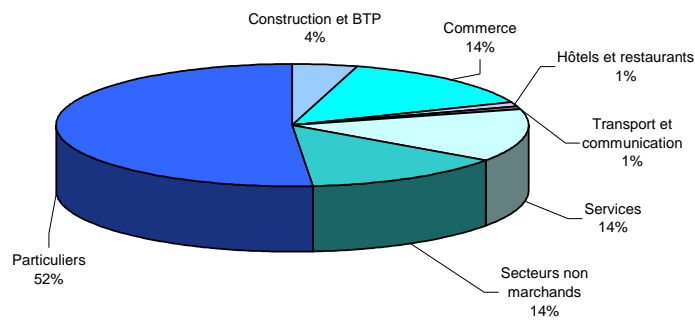
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Entreprises	246	195	191	257	249	271	291	297	1,9%	15,6%
Crédits d'exploitation	226	107	125	147	139	173	184	194	5,4%	31,6%
Créances commerciales	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	102	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont entrepreneurs individuels	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	124	107	125	147	139	173	184	194	5,4%	31,6%
Affacturation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits d'investissement	21	78	52	71	66	61	74	73	-1,7%	3,1%
Crédits à l'équipement	21	78	52	71	66	61	74	73	-1,7%	3,1%
dont entrepreneurs individuels	6	30	37	31	29	27	26	24	-5,6%	-21,7%
Crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	-	-	-	5	5	-	-	-	-	-100,0%
Autres crédits	-	10	14	34	40	37	34	30	-9,3%	-10,4%
Ménages	1 131	960	961	986	1 062	1 054	1 071	1 076	0,5%	9,1%
Crédits à la consommation	1 127	926	891	921	999	993	1 012	1 019	0,7%	10,7%
Crédits de trésorerie	1 103	898	871	907	977	974	993	1 000	0,7%	10,2%
Comptes ordinaires débiteurs	24	28	19	14	22	19	19	20	2,4%	40,4%
Crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	4	35	71	65	63	61	59	57	-3,7%	-13,1%
Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	63	7	9	8	6	8	10	8	-21,9%	-2,1%
Total encours sain	1 441	1 162	1 162	1 251	1 318	1 334	1 372	1 381	0,6%	10,4%
Créances douteuses brutes	95	114	119	104	99	97	97	97	-0,5%	-6,9%
Créances douteuses nettes	19	15	14	5	0	1	1	-	-100,0%	-100,0%
dont entreprises	10	2	2	1	-	-	-	-	-	-100,0%
dont ménages	9	13	13	3	0	1	1	-	-100,0%	-100,0%
Provisions	77	99	104	99	99	96	96	97	0,4%	-2,6%
Total encours brut	1 536	1 276	1 280	1 355	1 417	1 430	1 469	1 478	0,6%	9,1%
Taux de créances douteuses	6,2%	8,9%	9,3%	7,7%	7,0%	6,8%	6,6%	6,6%	-0,1 pt	-1,1 pt
Taux de provisionnement	80,5%	87,0%	87,8%	95,6%	99,8%	99,3%	99,0%	100,0%	1 pt	4,4 pts



5. Les engagements bancaires

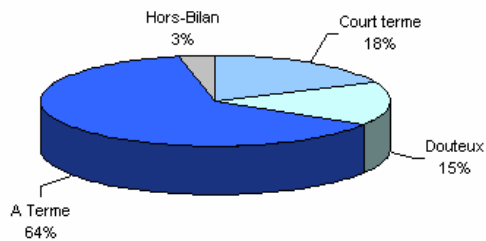
5.1 Les risques sectoriels

Risques sectoriels au 30 septembre 2008



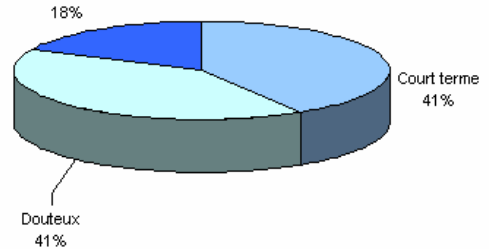
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)

Structure en % au 30 septembre 2008



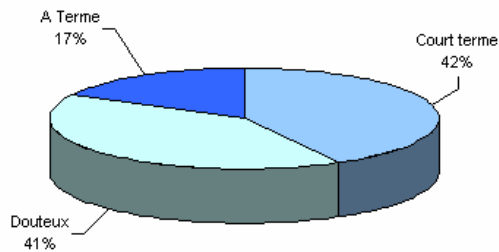
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Structure en % au 30 septembre 2008



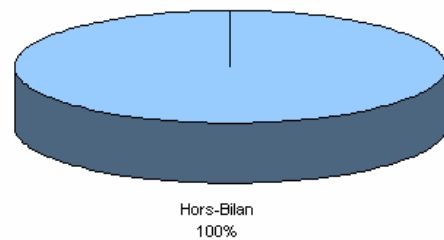
Industries

Structure en % au 30 septembre 2008



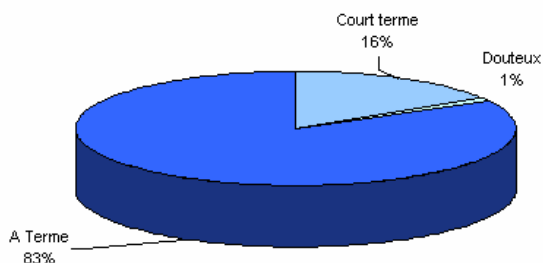
Production d'électricité, d'eau et de gaz

Structure en % au 30 septembre 2008



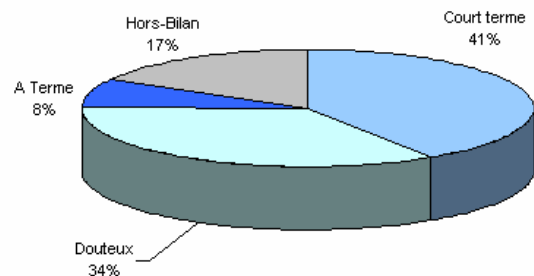
Construction et BTP

Structure en % au 30 septembre 2008



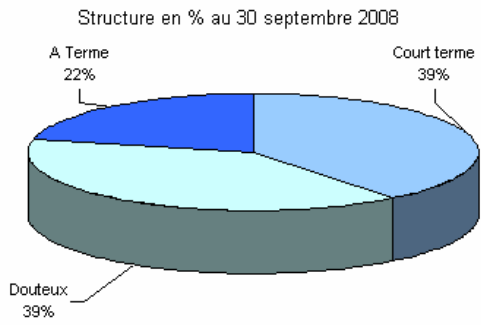
Commerce

Structure en % au 30 septembre 2008

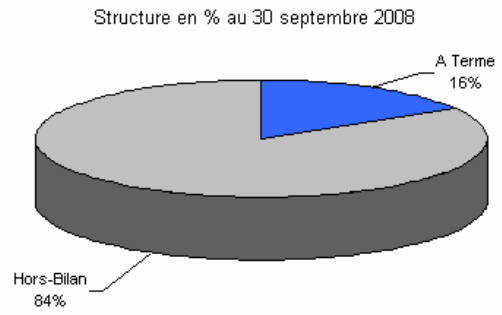


Conjoncture financière et bancaire

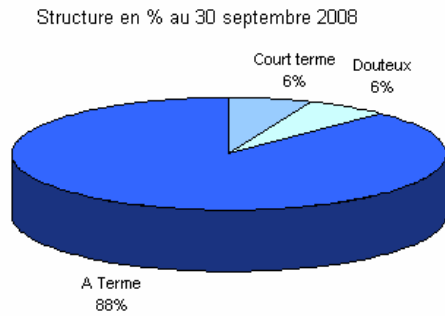
Hôtels et restaurants



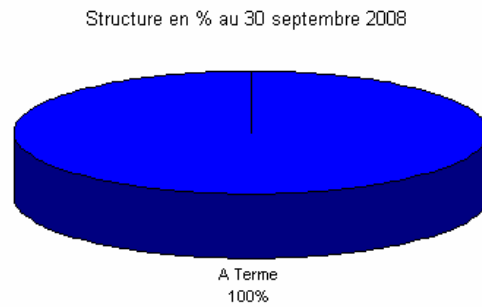
Transport et communication



Services

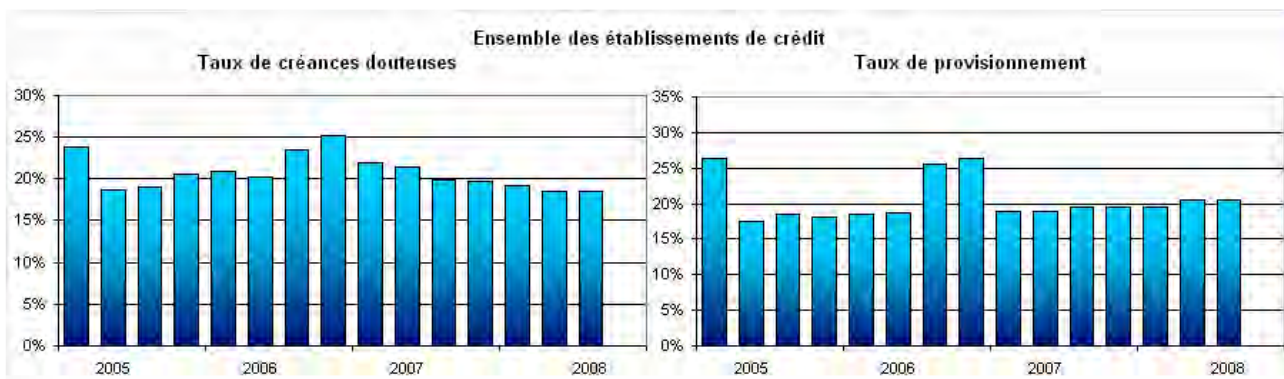
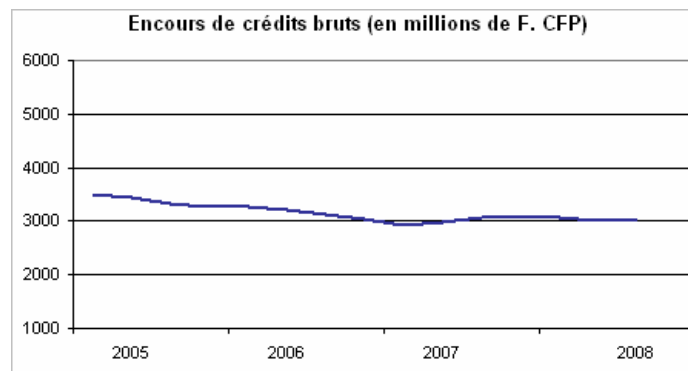


Secteurs non marchands



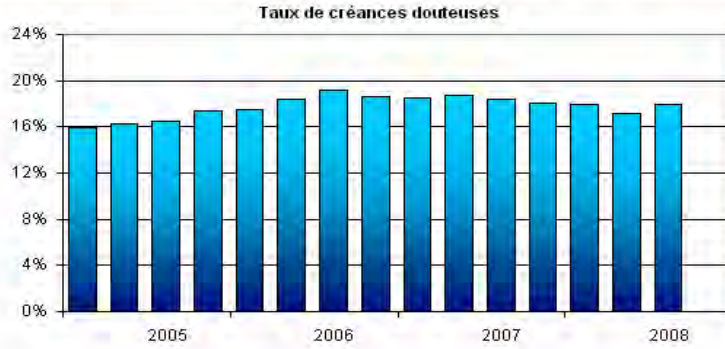
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

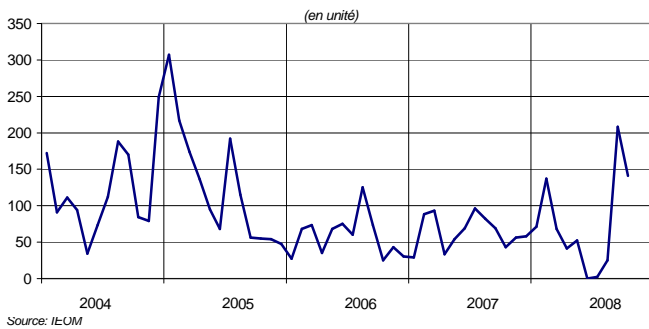


La vulnérabilité des ménages

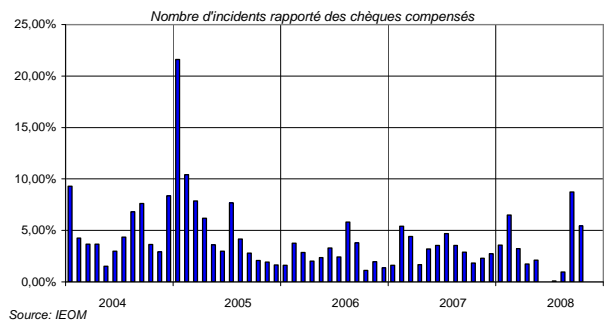
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



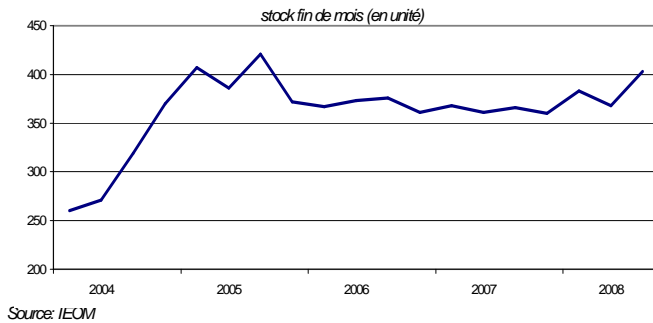
Incidents de paiement sur chèques



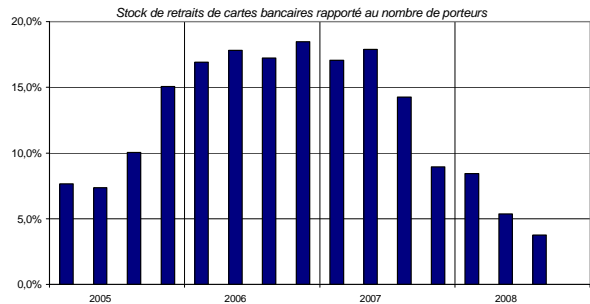
Taux de risque sur paiement sur chèques



Personnes physiques interdites bancaires



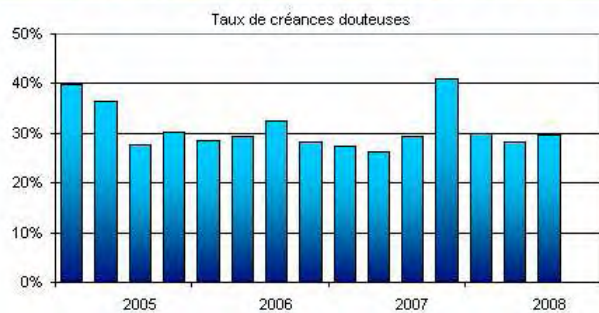
Taux de retraits sur cartes bancaires



Conjoncture financière et bancaire

La vulnérabilité des entreprises

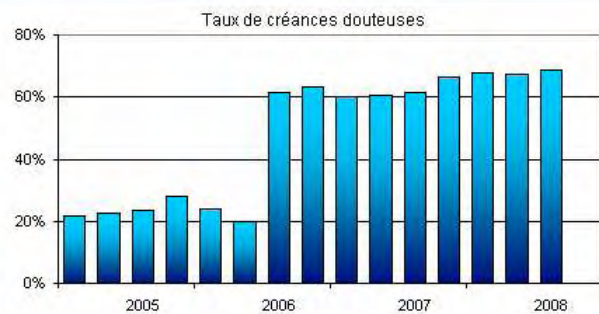
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



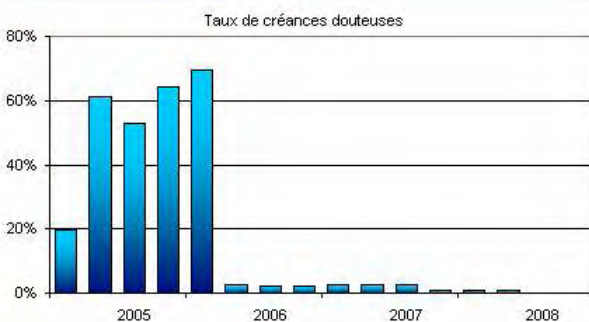
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



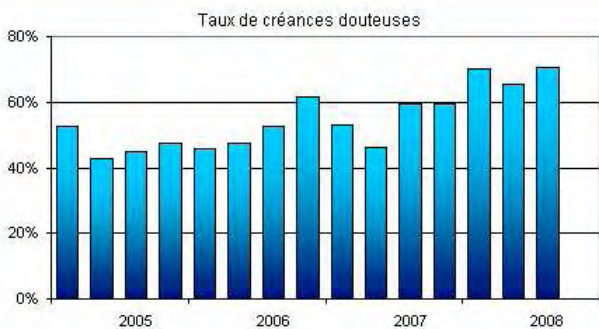
Industries



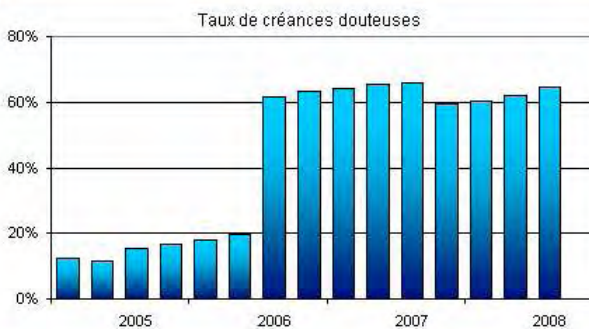
Services



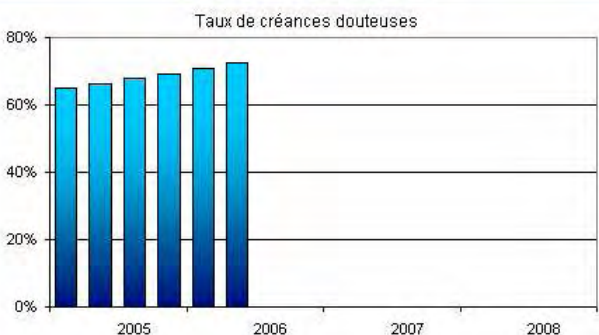
Commerce



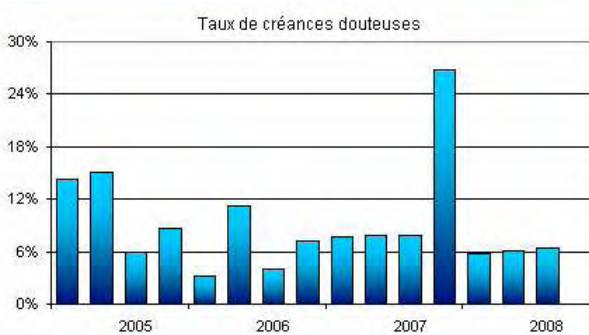
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services

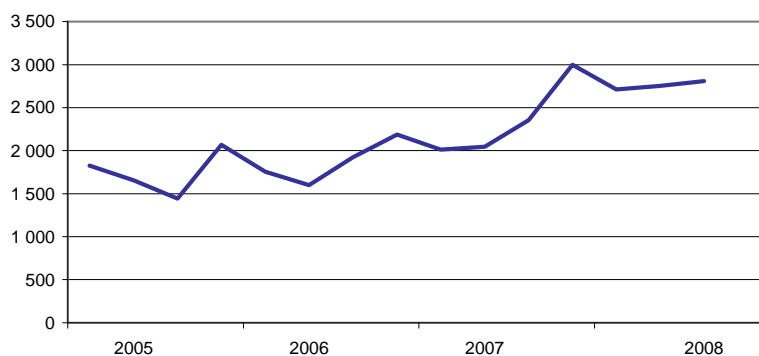


6. Le financement des crédits bancaires

L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Emplois	3 226	2 822	3 293	3 799	4 510	4 265	4 336	4 442	2,4%	16,9%
Excédent des opérations diverses des EC	0	27	0	0	0	0	0	36		
Crédits bruts	1 536	1 276	1 280	1 355	1 417	1 430	1 469	1 478	0,6%	9,1%
Réserves obligatoires et libres	64	74	89	91	97	123	115	123	7,5%	35,0%
Position extérieure nette des EC	1 627	1 444	1 924	2 353	2 996	2 711	2 752	2 805	1,9%	19,2%
Ressources	3 226	2 822	3 293	3 799	4 510	4 265	4 336	4 442	2,4%	16,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	2 427	2 192	2 587	2 986	3 711	3 502	3 605	3 739	3,7%	25,2%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	668	629	674	691	695	697	701	703	0,3%	1,8%
Excédent des opérations diverses des EC	131	0	33	123	105	66	30	0	-100,0%	-100,0%
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette des EC (en millions de F. CFP)



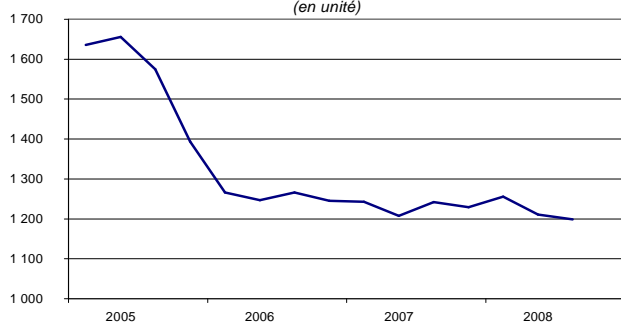
7. La monétique et les échanges de valeurs

7.1 La monétique

Monétique	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	Variations	
								1 trim	1 an
Cartes bancaires									
Crate bleue	1 575	1 266	1 242	1 229	1 256	1 211	1 199	-1,0%	-3,5%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cartes privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de cartes	1 575	1 266	1 242	1 229	1 256	1 211	1 199	-1,0%	-3,5%
Terminal de paiements électronique									
Nombre de TPE	27	29	26	28	29	30	30	0,0%	15,4%
Nombre de transactions	2 895	3 530	4 965	5 093	5 335	5 949	6 398	7,5%	28,9%
Montants (milliers de XPF)	109 662	113 185	130 834	160 205	123 487	144 438	171 886	19,0%	31,4%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	38	32	26	31	23	24	27	10,7%	2,0%
Machines de traitement mécanique									
Nombre de MTM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de transactions	-	7	1	-	-	2	7	250,0%	600,0%
Montant (en milliers de XPF)	-	506	66	-	-	820	392	-52,2%	493,9%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	-	72	66	-	-	410	56	-86,3%	-15,2%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)									
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 777	6 942	7 771	8 038	7 828	7 231	8 236	13,9%	6,0%
Montants (milliers de XPF)	96 484	89 172	106 730	112 313	110 541	102 786	115 857	12,7%	8,6%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	12	13	14	14	14	14	14	-1,0%	2,4%

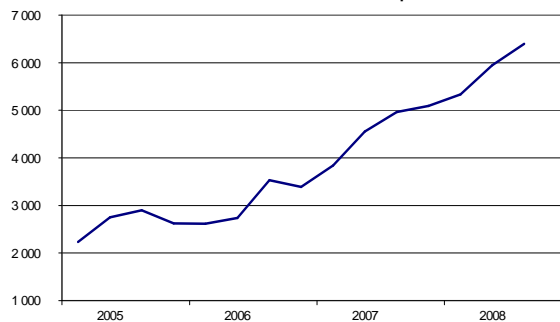
Conjoncture financière et bancaire

Nombre de porteurs
(en unité)



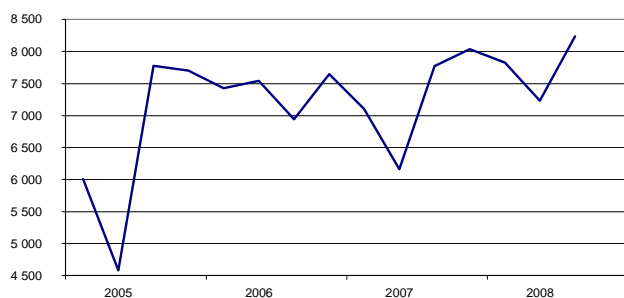
Source: Etablissement de crédit

Nombre de transactions sur terminaux de paiements



Source: Etablissement de crédit

Nombre de retraits sur automates bancaires

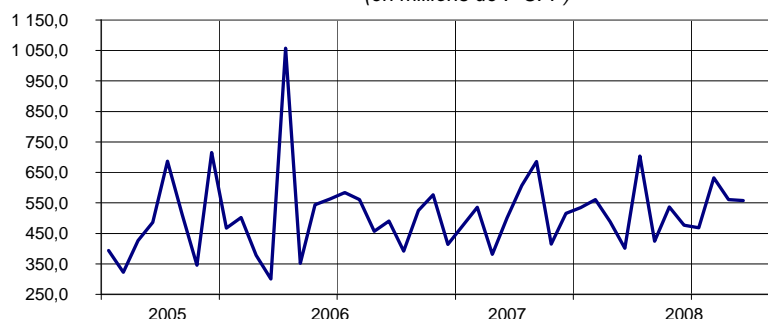


Source: Etablissement de crédit

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs								Variations	
	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 trim	1 an
En nombre	3 876	4 030	4 520	4 790	4 429	4 321	4 646	7,5%	2,8%
Chèques	1 893	1 836	2 297	2 077	2 075	1 902	2 287	20,2%	-0,4%
Virements	1 873	2 099	2 132	2 672	2 327	2 375	2 263	-4,7%	6,1%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	110	95	91	41	27	44	96	-	5,5%
En millions de F CFP	345,6	456,5	414,5	560,2	702,8	476,1	560,6	17,7%	35,2%
Chèques	159,5	186,1	181,7	249,2	399,3	247,1	265,1	7,3%	45,9%
Virements	184,5	268,5	231,3	308,9	302,7	224,3	293,5	30,9%	26,9%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1,5	1,9	1,4	2,1	0,8	4,7	1,9	-59,0%	38,7%

Compensation des échanges de valeurs
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

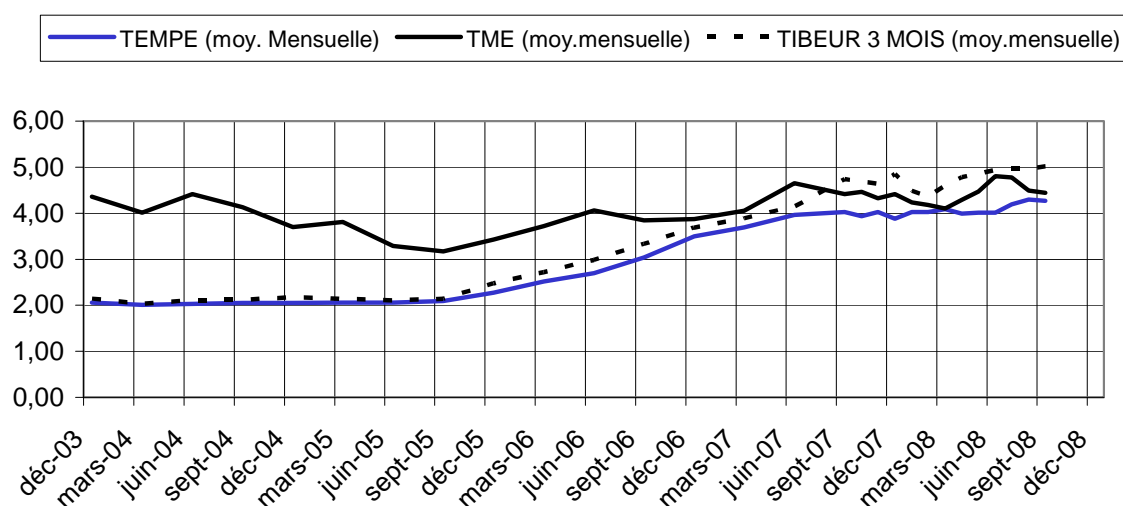
Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année
1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

<i>Taux de l'IEOM</i>	1er Trim. 2008	2nd Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008
Taux de la facilité de dépôt	2% (4)	2,00%	2,00%	2,25% (10)
Taux de l'escompte de chèques	5% (2)	5,00%	5,25% (7)	3,00% (12)
Taux de la facilité de prêt marginal	5% (2)	5,00%	5,25% (7)	3,00% (12)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	3% (3)	3,00%	3,00%	2,75% (11)
<i>Taux plafond</i>	5,75%	5,75%	5,75%	5,50% (11)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3% (1)	3,00%	3,00%	3,00%
<i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	6,7%-7,15% (5)	6,45%-6,90% (6)	6,8%-7,25% (8)	7,00%-7,45% (9)

(1) à compter du 01/08/1996 (4) à compter du 20/11/2007 (7) à compter du 09/07/2008 (10) à compter du 10/10/2008
 (2) à compter du 13/06/2007 (5) à compter du 01/02/2008 (8) à compter du 01/08/2008 (11) à compter du 14/10/2008
 (3) à compter du 20/11/2007 (6) à compter du 01/05/2008 (9) à compter du 01/10/2008 (12) à compter du 10/12/2008

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Taux de l'usure

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	1er Trim. 2008	2ème Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%
- Prêts à taux variable	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%
- Prêts à taux relais	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	9,38%	9,60%	9,68%	9,77%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRÊTS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE, OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1er Trim. 2008	2nd Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,53%	11,39%	11,31%	11,35%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,64%	7,39%	7,47%	9,24%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,64%	7,73%	7,76%	8,15%
- Découverts en compte (2)	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,67%	9,84%	9,68%	10,27%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2007	1er Trim. 2008	2nd Trim. 2008	4ème Trim. 2008
- Découverts en compte (3)	14,61%	14,71%	14,29%	14,17%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particulières, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage et pêche	011A à 020B
Industrie	101Z à 372Z
Eau/Energie	401A à 410Z
BTP	451A à 454M
Commerce	501Z à 527H
Hôtellerie et restauration	551A à 555D
Transports et communications	601Z à 642D
Services	455Z, 651A à 671E, 701A à 748 A, 851 C à K, 852Z à 853K, 900A à G, 921A à J, 922 A à 970Z
Secteur non marchand	751A à 753C, 801Z à 803Z, 851A, 851L, 911A à 913E, 990Z

Directeur de la publication : Y.BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 11 décembre 2008
Dépôt légal : décembre 2008- n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : agence@ieomwf.fr
Site Internet : www.ieom.fr